

13 FEVR 1970

LA BOURGEOISIE NATIONALE

par M. Gérard Althabe

Chargé De Mission

à

l'O. R. S. T. O. M.

L'origine de cette bourgeoisie réside dans la population des fonctionnaires subalternes de l'Administration coloniale, qu'il s'agisse des agents eux-mêmes ou de leurs enfants, car ils étaient les seuls à pouvoir scolariser d'une manière sérieuse leur descendance. C'est parmi ces agents coloniaux que furent recrutés dans les années 1958-60 les politiciens, qu'il s'agisse des députés, des sénateurs, des maires des cités urbaines, et souvent des communes rurales (la plupart des maires ruraux sont des fonctionnaires retraités rentrés dans leur région natale, des instituteurs, les sous-officiers).

La fonction publique coloniale ne formait pas un ensemble homogène, une fraction importante était nationaliste et participait aux luttes contre les Européens ; la sélection des politiciens et hauts fonctionnaires a été faite sur le critère de la plus grande subordination, tout fonctionnaire soupçonné de nationalisme a été éliminé de la course aux postes et salaires moyens et supérieurs. Cette sélection put être menée avec efficacité, car :

— La répression des années 1947-48 s'est traduite par l'expulsion de la fonction publique de tout fonctionnaire compromis avec le mouvement nationaliste ;

— en 1958-60, les dossiers politiques étaient singulièrement bien tenus, le comportement du fonctionnaire lors de la révolte en était l'élément principal, ainsi seuls ceux qui avaient été manifestement pro-français ont eu accès à la progression hiérarchique.

Ce qui a été désigné par le terme de « malgachisation » fut un vaste processus contrôlé par les Européens et orienté sur la récompense de ceux qui les avaient le mieux servis.

I. - La bourgeoisie est extérieure à l'appareil économique.

L'organisation économique est restée identique à ce qu'elle était durant l'époque coloniale ; elle est dominée par le vieux commerce de traite, c'est-à-dire l'exportation de produits agricoles et l'importation d'objets manufacturés, circuit resté entre les mains des sociétés coloniales d'export-import qui se sont installées à la suite de l'armée d'invasion (la Marseillaise, la Lyonnaise, etc...) ; ces sociétés contrôlent un réseau serré de boutiques qui sont le lieu où s'effectue la rencontre entre les deux éléments de l'échange de traite.

En dehors des petits marchés de peu d'importance, il n'existe qu'un seul produit local qui donne lieu à des échanges internes relativement importants : le riz destiné à la consommation de la population de Tananarive et des autres villes secondaires ; cette circulation est elle aussi contrôlée par les entreprises commerciales étrangères, européennes et indiennes ; leur pratique a été en partie révélée en 1964, lors de ce qui fut appelé le « Procès du riz »...

Depuis 1960, il y a double mouvement qui n'a pas mis en question la structure économique elle-même :

— la part des produits agricoles d'exportation provenant des concessions européennes n'a cessé de décroître ;

— quelques entreprises industrielles fabriquant des produits de consommation ont fait une timide apparition (tissu, bière, conserves, etc...).

Cette industrialisation, célébrée en termes homériques, reste dérisoire d'autant plus que les produits fabriqués localement coûtent autant, si ce n'est plus, que les produits importés ; il ne s'agit pas là du début d'un processus d'industrialisation, mais d'un appendice accolé à une économie dominée par les bénéficiaires commerciaux.

Cet appareil économique est peuplé d'étrangers, Français, Indiens, Chinois, et ce jusque dans ses confins ; les boutiques de traite sont tenues par des Chinois (région orientale) ou des Indiens (région occidentale) ; les commerçants malgaches, merina pour la plupart, se situent au dernier échelon.

— Région côtière : le commerçant merina partage, quoique dans une position subordonnée, avec les Chinois, le dernier échelon commercial, celui de la boutique du village ;



La classe dirigeante est composée de la masse des 60.000 (1) fonctionnaires à laquelle s'accrochent les éléments de profession libérale (avocats, médecins, pharmaciens, journalistes dont la quasi-totalité réside à Tananarive) et les agents religieux, prêtres et pasteurs, des deux confessions chrétiennes. Cette population constitue une bourgeoisie qui a été la seule bénéficiaire de la décolonisation : augmentation des salaires et accès aux postes moyens et supérieurs de l'Administration occupés jusqu'alors par des Européens métropolitains et réunionnais.

(1) « Vue d'ensemble sur la fonction publique ». Avril 1968. Jacques JACQUET



O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire
N° : 683 ex 1
Cpte : B

Date : 22 NOV 1961

— Région des plateaux centraux : la boutique de village est tenue par des commerçants merina, les Chinois et Indiens possédant des boutiques moyennes installées dans les petits centres urbains.

La pratique économique connaît depuis 1960 des conflits : des groupes indiens et chinois se sont emparés, au détriment des sociétés d'export-import de secteurs commerciaux : le marché du pois du Cap du Sud-Ouest par les Indiens, la vanille du Nord-Ouest par les Chinois. Depuis 1967, un des monopoles les plus solides, celui du transport maritime, détenu par trois sociétés d'export-import rassemblées sous le nom de « conférence » est mis en question par les accords passés par le Gouvernement avec les « Grands Moulins de Dakar » : au monopole de l'exploitation du bois s'ajoute celui du transport maritime de quelques produits alimentaires, le vin, la farine, pour éviter les arrivées à vide de bateaux destinés à évacuer les billots de bois.

Ces conflits sont souvent de simples péripéties de concurrences internationales dans lesquelles Madagascar n'est qu'un atout parmi d'autres ; ils ne mettent pas en question l'organisation économique qui est toujours dominée par l'échange de traite (avec les effets impossibles à maîtriser de la détérioration des termes de l'échange).

Ces conflits ayant pour cadre la vie économique sont secondaires dans la mesure où ils ne révèlent pas le seul processus qui aurait quelque signification révolutionnaire : la tentative de la part de la bourgeoisie pour résorber son exclusion de cet appareil économique. La bourgeoisie accepte son exclusion, elle ne cherche ni à s'emparer des postes économiques détenus par les étrangers, ni à créer un secteur économique indépendant, parallèle à celui des étrangers. Elle a un revenu monétaire, reçu sous forme de salaire, sa quasi-totalité est dépensée en objets d'importation destinés à alimenter des relations internes de parade : voitures, maisons, vêtements, cycle de réception. Aucune accumulation, aucun investissement productif.

Il existe cependant quelques pratiques, quantitativement peu importantes, destinées à faire fructifier le revenu monétaire :

— achat de maisons urbaines destinées à la location ; de voitures de transport en commun, de camions, usure pure et simple ;

— rachat par les hauts fonctionnaires et les politiciens de concessions vendues par les colons européens (vallées bananières de la côte orientale, Sud-Ouest cotonnier, zone entourant la ville d'Antsirabe) ; ce mouvement de rachat peu important quantitativement est très dispersé ; il a pour acteurs une petite minorité de ministres et de préfets.

Ces pratiques ne sont qu'un simple détournement destiné à faire fructifier le revenu monétaire ; elles se situent, quasi en parasite, à la périphérie du système économique ; elles ne mettent en question ni le contrôle étranger, ni la domination dans l'économie bourgeoise du salaire (et de sa déviation qu'est le pot de vin) et de la dépense de parade. La bourgeoisie est extérieure à l'appareil économique, n'est décelable nulle trace d'un quelconque processus permettant de croire qu'elle cherche à utiliser sa position politico-administrative pour devenir acteur du système économique.

II. - La bourgeoisie occupe une position subordonnée dans une structure dominée par l'exploitation capitaliste étrangère.

Nous allons approfondir le contenu du rapport qui lie la bourgeoisie et l'appareil d'exploitation économique hors duquel elle se trouve, avec qui elle n'est nullement en conflit, et qui est la propriété de la minorité étrangère. La bourgeoisie occupe la place qui était celle de l'administration coloniale ; ce simple changement d'acteurs dans une position restée inchangée est masquée : les maîtres coloniaux, en effet, ont construit un appareillage institutionnel puisé dans les formes de la démocratie bourgeoise (Parlement et Président de la République élus au suffrage universel, Gouvernement plus ou moins responsable devant le Parlement) ; ces institutions politiques qui ne fonctionnent évidemment pas, ont pour rôle de donner l'apparence d'une rupture révolutionnaire à ce qui a été un changement simple des acteurs peuplant une position inchangée faisant partie d'une structure qui se perpétue. Les deux rôles joués par l'Administration coloniale sont

inscrits dans la position qui a été ainsi octroyée à la bourgeoisie.

1°) Le maintien de l'ordre : il s'agit d'entretenir la paix intérieure, de manière à ce que l'organisation de l'exploitation économique puisse fonctionner sans heurt, se développer si possible. L'ancienne métropole n'a pas lésiné dans son aide destinée à constituer les instruments du maintien de l'ordre :

— une gendarmerie de 4.500 hommes, toujours commandée par un état-major dominé par les officiers français ;
— une armée de 4.000 hommes, contrôlée en partie par une très importante assistance technique d'officiers français ;

— 2.000 F.R.S. (Force Républicaine de Sécurité) qui constituent une police politique spécialisée dans la répression et qui est la propriété personnelle du ministre de l'Intérieur, secrétaire général du parti gouvernemental.

2°) Le rôle de la bourgeoisie ne se limite nullement à ce maintien de l'extérieur du système économique d'exploitation en brisant les velléités de révolte. La base d'exploitation capitaliste réside dans le travail agricole, créant des produits d'exportation ; c'est le lieu principal où les patrons étrangers de l'organisation, accaparent leurs bénéfices ; la bourgeoisie administrative se situe dans cette exploitation capitaliste, en intervenant directement dans le domaine de la production et ce :

— par la coercition : le villageois est obligé de produire pour la vente, de manière à satisfaire une fiscalité extrêmement rigoureuse, et payer les nombreuses amendes qui tombent sur lui ;

— par la pédagogie : l'administration bourgeoise a la charge de la formation des villageois pour améliorer, étendre, diversifier les cultures, suivant les besoins des capitalistes.

L'importance relative de ces deux éléments n'est nullement égale : la coercition l'emporte largement sur la pédagogie.

Ainsi la bourgeoisie administrative non seulement défend et conserve une exploitation économique dont elle est exclue, mais de plus elle l'alimente dans la mesure où son intervention est nécessaire pour qu'apparaisse le travail agricole produisant pour l'exportation et d'où sont extraits les bénéfices alimentant le système. Après dix années qu'a débuté le processus de décolonisation, le bilan révèle que la bourgeoisie dirigeante s'est très exactement conformée au rôle inscrit dans la position qui lui a été octroyée : d'une part, elle ne revendique d'aucune manière sérieuse de devenir un acteur économique ; d'autre part, elle fait régner l'ordre, elle a maintenu par la coercition la production agricole d'exportation.

Ainsi la bourgeoisie occupe une position entièrement subordonnée dans une structure organisée sur l'exploitation capitaliste à forme commerciale, dont les patrons sont les étrangers.

...Depuis 1964-65, c'est-à-dire à partir du moment où l'opposition A.K.F.M. n'a plus représenté un danger pour l'équipe en place, n'étant plus conservée que comme une potiche exprimant par son existence la liberté démocratique, la scène politique bourgeoise est accaparée par un conflit se situant au sein des instances gouvernementales, mettant aux prises deux équipes, entourant d'un côté M. Rabemananjara, de l'autre M. Resampa ; ce conflit porte sur le mode de dépassement de la situation dans laquelle est enfermée la bourgeoisie ; c'est-à-dire sur la manière par laquelle elle peut devenir acteur d'un système économique qui l'exclut ; elle le peut de deux manières :

— soit en devenant une classe capitaliste qui s'empare de positions économiques au nom du nationalisme ;

— soit en instituant un capitalisme étatique (ce qui serait en harmonie avec sa spécialisation bureaucratique) : les fonctionnaires devenant les gestionnaires des entreprises nationalisées, au nationalisme serait couplé le socialisme.

Le Gouvernement est donc divisé en deux tendances correspondant à ces deux politiques ; pour l'actuel ministre des Affaires Etrangères, il faut multiplier l'appel aux capitaux étrangers privés, il faut s'immiscer dans leur gestion, obtenir des miettes de leurs bénéfices, de manière à ce que se crée une classe d'entrepreneurs malgaches ; un nationalisme vaseux enrobe cet appel à l'enrichissement personnel : les résultats objectifs des

tentatives de réalisation de ce « programme » résident dans le pourrissement personnel des acteurs. L'autre tendance a quand même une tout autre portée, cependant sa pratique reste très limitée dans la mesure où elle vise à faire de l'administration un partenaire d'une organisation économique restée inchangée, avant tout un acteur dans les échanges commerciaux (syndicats des communes), une telle politique bute très rapidement dans ses limites : les agents étrangers de l'appareil économique tolèrent ce nouveau partenaire inexpérimenté et désargenté à une position subalterne qu'ils désignent, ils le brisent localement dans un secteur précis s'il a quelque velléité de sortir de son rôle de valet. Ils trouvent avantage dans cette présence dans la mesure où ils empêchent ainsi un adversaire possible de mettre sérieusement en question l'organisation même de l'exploitation économique. Ces tentatives relèvent en grande partie du simple théâtre, elles occupent les bourgeois qui peuvent croire ainsi qu'une révolution est en cours, qu'un conflit essentiel est en train de se jouer ; alors qu'il ne s'agit que des péripéties d'un jeu imaginaire qui cache le fait massif de l'exclusion de la bourgeoisie de l'appareil économique resté inchangé dans le procès de la décolonisation.

La bourgeoisie est enfermée dans un univers de communication construit entièrement sur l'imitation des Européens et ce, qu'il s'agisse des deux domaines de sa quotidienneté : la pratique bureaucratique et le mode de vie. La bourgeoisie a été installée dans une maison déjà construite ; elle peuple un appareil administratif colonial qui, après la deuxième guerre mondiale, s'était transformé en une immense machinerie bureaucratique ; le nouvel occupant ne s'est pas contenté de la faire fonctionner, il a accentué son caractère bureaucratique et multiplié postes et réseaux, la hiérarchisation des acteurs est devenue d'une subtilité à toutes épreuves... Sortis du cadre bureaucratique de leurs activités, les bourgeois évoluent à travers un mode de communication également imité : vêtements, maisons, voitures d'un côté, de l'autre cycle de réception, de festivités mondaines officielles et privées qui sont des événements minutieusement organisés comme ceux qu'anime la minorité étrangère. L'alimentation de cette manière de vivre se situe dans un commerce important de biens importés depuis les voitures particulières jusqu'à des boutiques de mode qui sont présentées comme des succursales de maisons parisiennes.

Cette débauche imitative n'est que le développement puissant de ce qui existait durant la période coloniale ; une nuance doit cependant intervenir : seule une minorité particulièrement servile imitait d'une manière totale le mode de vie des Européens, ceux par exemple qui acceptaient les conditions singulièrement humiliantes pour avoir accès à la citoyenneté française, la majorité de la bourgeoisie a cherché à bâtir un mode de relation spécifique, différent de celui des étrangers vainqueurs qui en étaient exclus, c'était la traduction dans les maisons, les réceptions du mouvement nationaliste. Ce mode de vie (surtout tananarivien) était le produit d'un développement limité de ce qu'était l'existence des classes supérieures, citadines, au moment de la conquête de 1895 : une puissante influence anglaise enveloppant les éléments nés du passage du village à la ville. A partir de 1960, le verrou saute et c'est l'assaut sur les objets étrangers, le bouleversement des cérémonies du mariage ou d'enterrement, l'occidentalisation des maisons, la révolution dans le vêtement féminin passant subitement du lambda traditionnel à la mode européenne.

...Malgré la construction d'un appareillage institutionnel destiné à masquer la conservation de la structure, la bourgeoisie occupe la position qui était celle de l'administration coloniale, tout en restant extérieure à l'appareil d'exploitation capitaliste ; son rôle est non seulement de maintenir l'ordre, mais de produire la coercition par laquelle apparaîtra ce travail agricole destiné aux produits d'exportation, et qui est la source de la plus-value. Ce simple relais d'acteurs dans la position appartenant à une structure inchangée place la bourgeoisie dans une contradiction absolument insurmontable ; la structure coloniale qui se perpétue ainsi sous un masque nouveau est bâtie sur la dualité hiérarchique ethnique : le monde des maîtres étrangers dominant une vaste communauté enfermant tous les Malgaches, bourgeois et villageois, dans une même servitude ; la rupture hiérarchique ethnique est première, c'est en elle que se constituent les différentes catégories divisant chacune des deux

populations en présence. Conserver la structure tout en supprimant la dualité hiérarchique ethnique est absurde, or c'est ce que firent les maîtres coloniaux lorsqu'ils octroyèrent à la bourgeoisie nationale la position occupée par l'administration étrangère : on la fait passer de l'autre côté, on l'accroche au premier terme d'une rupture construite sur la séparation ethnique, ce qui relève de la magie et de l'illusion. Le mime, l'évolution dans un cadre européen, l'organisation des rapports internes centrée autour de la participation à l'univers étranger, c'est là un effort pathétique de la bourgeoisie pour correspondre de quelque manière à la position qu'elle occupe dans la structure ; elle doit se présenter comme constituant un monde étranger et faisant partie de cet extérieur dominant, c'est une nécessité pour que puisse exister son pouvoir sur la masse qui est construit sur la rupture ethnique. Cette imitation est une solution mythique de la contradiction contenue dans sa position : la bourgeoisie y affirme qu'elle est une fraction du monde européen alors qu'objectivement elle ne l'est pas ; ses voitures, ses maisons, ses réceptions sont les éléments de ce discours absurde mais auquel elle est contrainte pour satisfaire à la position qu'elle a dans la structure dominée par l'exploitation capitaliste.

III. - Bourgeoisie et minorité européenne.

Ce rapport est très complexe : Il y a tout d'abord le fait massif suivant : dans les bureaux, bourgeois et Européens travaillent ensemble, sans grand problème semble-t-il, avec une nette domination des Européens que masque mal une subordination administrative formelle (cf : les réunions de hauts fonctionnaires dans lesquelles une dizaine d'Européens prennent des décisions, entérinées immédiatement par leur « supérieur » malgache qui préside sans formuler un mot). Hors de la pratique administrative, intervient une rupture : les Européens restent enfermés dans un ghetto doré dans lequel ils ont leurs restaurants, leurs lieux de villégiature, leurs terrains de sport ; la rupture est décelable lors de ces nombreuses réceptions mondaines officielles qui se veulent être réalisation cérémonielle de l'alliance, Européens et Malgaches, habillés d'une manière identique, parlant la même langue, boivent le même whisky... (ce, malgré les efforts de certaines dames européennes appartenant surtout à la fraction diplomatique et qui se sont données la spécialité du contact avec les bourgeois nationaux) ; la rupture est traduite verbalement par mille accusations réciproques : les Européens sont présentés comme étant la cause de tous les malheurs, les bourgeois sont affublés de toutes les incapacités, de toutes les dissimulations ; les uns condamnent la xénophobie, les autres dénoncent le racisme et parlent de nationalisme, le tout au nom d'un humanisme mondain fortement teinté de christianisme.

En fait, la bourgeoisie est satisfaite de sa position, de l'apparence de pouvoir qu'elle a obtenu en 1960 ; car si le pouvoir est un leurre, il n'en est pas de même des salaires qui en sont la traduction, nul problème sérieux ne surgirait entre les deux complices, si leur relation n'était pas enserrée et déterminée par leur rapport avec la masse.

...La bourgeoisie qui pose la minorité européenne comme le modèle de son mode de vie tend à se présenter devant la masse comme étant en compétition avec elle quant à la conquête des signes (voitures, maisons, vêtements) de l'europanisation. Cette manière de la part de la bourgeoisie de présenter son propre mime se place dans une ambiguïté provenant de ce qu'était l'imitation dans la situation coloniale et de ce qu'elle est devenue dans la situation contemporaine. Dans la période coloniale lorsque les bourgeois nationaux se lançaient dans l'aventure de leur participation au monde européen, lorsque cette recherche était le lieu d'un conflit acharné avec les étrangers, ils n'étaient pas isolés, ils étaient les héros de la masse, les héros qui osaient affronter les maîtres étrangers sur leur propre scène, avec leurs propres armes ; c'est là d'ailleurs le seul mode de lutte possible dans la structure coloniale : la masse soutient une minorité qui devient semblable aux étrangers, et de par cette similitude peut les combattre ; les bourgeois colonisés, revendiquant le mode de vie des Européens, étaient inscrits dans la communauté de tous les subordonnés ; ils en étaient la fraction qui luttait au nom de tous.

La continuité, signalée précédemment, entre les deux périodes révélée par l'imitation est un leurre : l'imitation n'a plus le même mode d'existence ; elle n'est plus manifestation d'une lutte contre les maîtres étrangers, mais effort de la bourgeoisie pour montrer qu'elle fait partie du monde étranger dominant ; cependant, les scories du sens précédent sont encore présentes, la bourgeoisie ne manque pas de se référer verbalement au sens ancien de l'imitation, de manière à masquer son sens contemporain qui est tout autre. Il y a donc compétition avec la minorité européenne ayant pour objet la possession des signes de participation au monde étranger, mais elle reste larvée et sans grande acuité, dans la mesure où elle correspond à un passé disparu et n'a plus qu'un rôle second de masquage de la signification réelle de l'imitation.

*
**

Comment en est-on arrivé là ? En 1947, en 1958, une fraction importante de la bourgeoisie a réussi à entraîner la masse dans la lutte contre l'occupant étranger, le mouvement nationaliste a été une constante durant toute la période coloniale, les bourgeois étaient à sa tête (médecins, avocats, pasteurs, fonctionnaires) ; en 1968, la bourgeoisie a basculé dans une position qui d'une part fait d'elle la gardienne d'un système d'exploitation capitaliste qui domine la structure contemporaine comme il dominait la structure coloniale, d'autre part la place en complète rupture avec la masse, rupture qui cherche à se traduire dans l'imitation délirante des Européens. Nous allons donc donner un contenu à ce passage à travers l'analyse de ce que fut et de ce qu'est l'opposition A.K.F.M.

L'opposition A. K. F. M.

Ce « parti » a été fondé en mai 1958, par le rassemblement d'une dizaine de groupes nationalistes bourgeois qui s'étaient créés dans la rencontre d'anciens dirigeants M.D.R.M. libérés des prisons et des îles de déportations et d'étudiants rentrés de la métropole coloniale. Les objectifs du parti étaient électoraux (comme ceux de son aîné M.D.R.M.), le noeud de la propagande était l'indépendance, la libération de la domination coloniale. Constitué ainsi du haut par une fraction de la bourgeoisie, il s'est ensuite organisé au niveau de la population, essentiellement par la mise en place d'agents locaux qui étaient (tout comme ceux du M.D.R.M.) des notables, des petits commerçants en particulier.

Les succès électoraux du mouvement nationaliste (A.K.F.M. ne réussit jamais à constituer un parti national ; des groupements nationalistes régionaux, dont le plus important a été le MONIMA, continuèrent à exister après le congrès de TAMATAVE) ne furent point négligeables : Assemblées Provinciales et référendum de 1958 ; résultats obtenus malgré la pression énorme de l'administration européenne (restée en place jusqu'en 1961) qui mettait en avant ses propres partisans qu'elle avait rassemblés dans des organisations dominées par le P.S.D. de TSIRANANA. Autour de 1963-64, tout est terminé, le mouvement politique nationaliste s'écroule, les dirigeants du parti voient leur rapport avec la population rurale disparaître, ils ne sont plus qu'un petit groupe d'opposants bourgeois irréductibles (de nombreux A.K.F.M. se sont ralliés, les hauts fonctionnaires surtout, leur conversion alimentant les conversations du petit monde tananarivien) ayant une clientèle urbaine, à Tananarive en particulier. Comment cette organisation oppositionnelle a-t-elle pu disparaître ? Ses acteurs parlent des pressions de l'Administration et de son appendice, le parti gouvernemental, de la violence sur les personnes, de la manipulation éhontée des urnes. Tout cela est vrai ; mais il ne s'agit là que des effets d'un échec fondamental ; trafiquer les votes, effrayer les opposants, n'a pu avoir d'effets durables que parce que le rapport liant la population à l'opposition ou au Gouvernement s'était renversé au profit du second. L'A.K.F.M. s'est développée, est devenue pour une courte période l'acteur principal du jeu politique malgré l'opposition d'une administration coloniale dont les pratiques brutales n'avaient rien à envier à celles de son héritière. Le rapport liant les dirigeants oppositionnels bourgeois et la masse rurale a été rompu lorsque à l'administration européenne s'est substi-

tuée l'administration malgache, doublée par le P.S.D. L'A.K.F.M. localisait son action sur la revendication de l'indépendance nationale ; elle la traduisait par la constitution d'un pouvoir national, concurrent, dont l'antenne locale animée par les notables, s'opposait à l'autorité étrangère.

Ainsi le rapport entre les trois termes : dirigeants bourgeois nationaux, notables, masse villageoise, se constituait dans l'actualisation, sans cesse renouvelée, prenant des formes les plus variées, de la communauté de tous dans l'asservissement aux maîtres étrangers. Lorsque le pouvoir concurrent étranger face auquel se dressait un pouvoir national opposant est, tout au moins en apparence, contrôlé par des nationaux, l'autorité clandestine, ayant perdu l'adversaire étranger qui est nécessaire à son existence, disparaît. Les notables, qui voient dans l'émergence de l'administration malgache la réalisation de leur objectif, passent de l'autre côté ; ils affluent dans l'organisation du parti gouvernemental, ils peuplent les institutions officielles comme les communes rurales ; ils étaient la pièce maîtresse de l'organisation oppositionnelle, ils rompent à la fois avec les villageois et avec les dirigeants nationaux bourgeois qui sont ainsi irrémédiablement isolés de la masse, enfermés dans Tananarive.

En 1968, l'opposition A.K.F.M. n'est plus qu'une fraction bourgeoise qui a perdu ses relations avec la masse rurale, qui répète inlassablement dans ses journaux et ses discours, des thèmes relevant d'un nationalisme anticolonial qui n'a plus de signification, elle est devenue le personnage mythique d'une pratique politique imaginaire qui permet aux gouvernementaux de se présenter à l'intérieur et à l'extérieur comme les défenseurs de la liberté démocratique. On pourrait se demander (question quand même académique) pourquoi les dirigeants opposants n'ont point su réagir aux conséquences de l'indépendance, n'ont point su renouer les fils avec la masse rurale que la trahison des notables avait brisés : ils sont restés prisonniers de la structure coloniale dans laquelle les bourgeois étaient ceux qui, au nom de tous, se dressaient face aux étrangers, les bourgeois devenaient semblables aux Européens pour pouvoir se constituer en adversaires. Actuellement, cela est impossible dans la mesure où l'adversaire étranger s'est évanoui, que son rôle est tenu par des nationaux. N'est-ce point là le secret de la décolonisation ? La structure dominée par l'exploitation capitaliste est conservée, mais a été supprimée (ce qui, dans la structure coloniale, reliait la bourgeoisie à la masse, leur alliance se traduisant dans la revendication nationaliste). Du point de vue de la bourgeoisie, la revendication nationaliste a été satisfaite, elle passe de l'autre côté, éliminant ainsi la communauté qui l'enveloppait avec la masse, elle occupe la position d'une fraction de la minorité des maîtres étrangers.

Gérard ALTHABE.

QUELQUES LIVRES A LIRE SUR MADAGASCAR

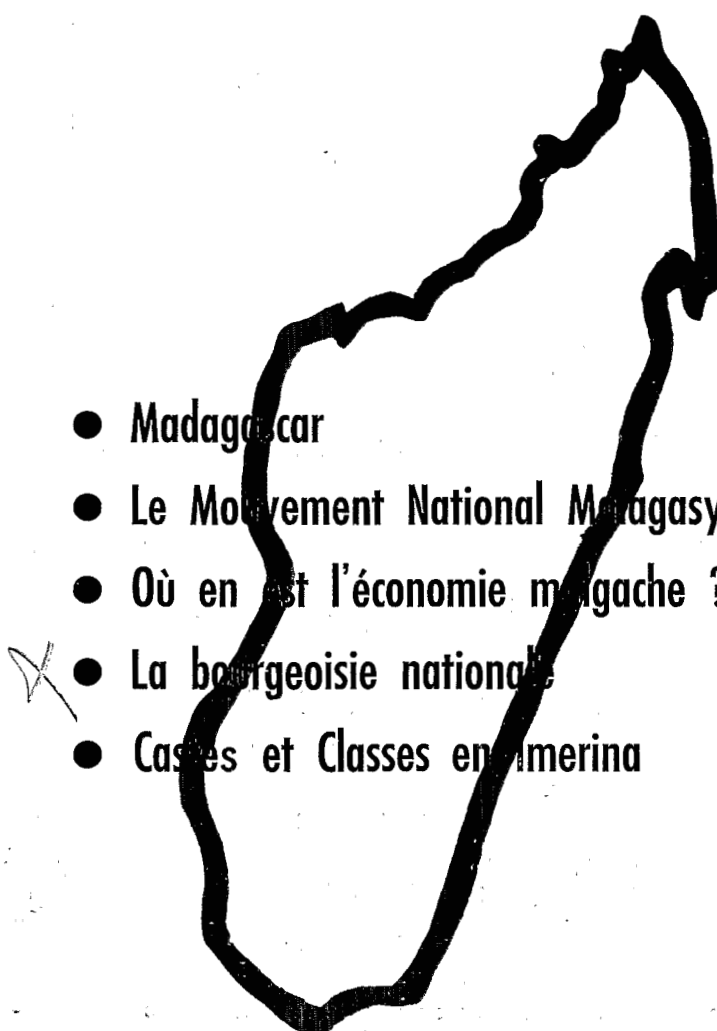
- G. ALTHABE : Oppression et libération dans l'imaginaire les communautés villageoises de la côte orientale de Madagascar (MASPERO 1969).
- H. DESCHAMPS : Madagascar. Que sais-je ? N° 529.
- G. DONQUE : La population de Madagascar in le mois en Afrique N° 40, avril 1969.
- R. GENDARME : L'économie de Madagascar, Paris 1963.
- J. LEFEVRE : Le Parti Social Démocrate de Madagascar in le mois en Afrique, N° 40, avril 1969.
- F. RAJAOSON : Contribution à l'étude du Famadihana sur les hauts plateaux de Madagascar. Thèse de 3^e cycle Sorbonne Paris 1969.
- H. RAKOTO : L'économie malgache ou 4 ans d'exécution du 1^{er} plan quinquennal in le mois en Afrique, N° 41, mai 1969.

CONNAISSANCE DE L'AFRIQUE

PUBLICATION TRIMESTRIELLE - N° 32 - JANVIER 1970 - 1,50 F.

ACTUALITE

REGARDS SUR



- Madagascar
- Le Mouvement National Malagasy
- Où en est l'économie malgache ?
- La bourgeoisie nationale
- Castes et Classes en merina

MADAGASCAR



B 683.